

Notes pour une allocution prononcée par le
ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche,
de la Science et de la Technologie,
M. Pierre DUCHESNE

Ouverture de la quatrième rencontre thématique
en prévision du Sommet sur l'enseignement supérieur

« La contribution des établissements et
de la recherche au développement de
l'ensemble du Québec »

Le jeudi 31 janvier 2013
Université du Québec à Rimouski, Québec

La version prononcée fait foi

Enseignement supérieur,
Recherche, Science
et Technologie

Québec 

Nous y sommes presque. Encore un dernier tour de piste avant la tenue du Sommet sur l'enseignement supérieur.

Dans 25 jours, nous serons réunis à nouveau, mais cette fois pour la tenue du Sommet que notre gouvernement s'est engagé à réaliser, un des premiers engagements que nous avons pris, d'ailleurs.

Lors du Sommet sur l'enseignement supérieur, nous conviendrons ensemble, dans le respect de nos ambitions et de nos contraintes, de l'avenir de nos institutions d'enseignement supérieur et de leur rôle essentiel dans le développement d'une société québécoise instruite et innovante.

Ce sera l'apogée d'une démarche historique pour le Québec, un demi-siècle après le Rapport Parent.

Avant tout, il nous reste une thématique importante à aborder : la contribution de nos établissements et de la recherche au développement de l'ensemble du Québec.

Merci au recteur de l'UQAR, M. Jean-Pierre Ouellet, et à toute son équipe, de nous accueillir chez lui pour tenir ces discussions fondamentales.

Rimouski est l'endroit tout indiqué pour parler de la contribution des universités au développement du territoire québécois.

Je sais, par exemple, que l'UQAR est l'université qui compte la plus grande proportion d'étudiants de première génération au Canada. Ça nous donne une idée du rôle stratégique qu'elle joue dans la vie de milliers de familles québécoises.

Mais Rimouski est aussi un endroit privilégié pour parler de la contribution de la recherche. Certains peuvent croire que la recherche joue un rôle seulement dans les grands centres, seulement dans les « grandes universités de recherche ».

Or, selon la firme indépendante ReSearch Infosource, l'UQAR est l'université québécoise ayant connu la plus forte croissance en recherche depuis 10 ans.

Entre 1999 et 2009, le financement de la recherche à l'UQAR a connu une augmentation de plus de 350 % (passant de 3,8 M\$ à 17,4 M\$), ce qui classe l'UQAR parmi les universités les plus performantes au Canada.

Toujours selon cette firme, l'UQAR a été désignée Université de l'année 2011 en recherche au Canada, dans la catégorie « Undergraduate », c'est-à-dire parmi les universités qui offrent majoritairement des programmes de premier cycle.

Ça nous rappelle une vérité fondamentale : ce n'est pas parce qu'on est petit qu'on ne peut pas être grand. C'est aussi vrai dans le domaine de la recherche.

J'avais souligné, il y a deux semaines à Sherbrooke, que de la dernière rencontre sur le financement des universités portait particulièrement sur ce que nous demandons à nos concitoyens.

Ensemble, nous sommes les responsables du système d'enseignement supérieur québécois, et nous souhaitons que le Québec s'y consacre au meilleur de ses capacités, y compris en ce qui a trait aux ressources financières.

J'ai souligné comme il était important que nous convainquions tous les Québécois de cette priorité.

Si la dernière rencontre thématique portait surtout sur ce que nous demandions aux Québécois, celle qui s'ouvre ce soir s'intéresse à ce que nous avons à leur offrir.

Le gouvernement d'une nation doit s'assurer que celle-ci prospère sur l'ensemble des dimensions de sa société en plus de favoriser l'atteinte d'objectifs collectifs.

Que désirons-nous, au fond? Dans quel genre de Québec voulons-nous vivre?

Nous souhaitons une société ouverte et dynamique, peuplée de citoyens engagés, informés et intéressés par nos enjeux.

Nous souhaitons une économie qui nous donne les moyens de nos ambitions, tout en veillant à répondre aux besoins essentiels de tous.

Nous souhaitons une culture distincte et forte.

Une culture qui s'exprime ici et aux quatre coins du monde tout en s'abreuvant des contributions de nos communautés historiques et des nouveaux arrivants.

C'est simple, en fait : nous aspirons à ce que les Québécois et les Québécoises soient en santé, instruits et heureux.

Le gouvernement travaille à favoriser la qualité de vie de tous les Québécois, autant en leur fournissant des services publics qu'en créant les conditions de leur épanouissement individuel et collectif.

Nous voulons aussi, une société fondée sur le savoir. Une société du savoir parmi les meilleures.

Les établissements d'enseignement supérieur font une contribution remarquable à l'ensemble de ces missions. Cette rencontre thématique est notamment l'occasion de souligner leurs réalisations.

Mais c'est aussi notre chance de faire valoir leur importance à l'ensemble des Québécois, et de chercher ensemble des moyens de maximiser les effets positifs sur notre société des activités de nos collèges et de nos universités.

Les établissements d'enseignement supérieur et leurs activités de recherche ont évidemment de plus grandes retombées lorsqu'ils s'arriment

avec les objectifs de développement et les forces des communautés dans lesquelles ils évoluent.

C'est d'ailleurs le cas ici, à Rimouski, avec des créneaux d'excellence tels que les sciences de la mer, avec des installations de recherche en symbiose avec notre fleuve.

Même que souvent, les établissements contribuent à façonner la communauté en renforçant des créneaux naturels, en attirant des professeurs et des chercheurs de pointe dans un domaine particulier.

Sans oublier leur contribution première de former des étudiants qui peuvent ensuite prendre la relève en intégrant le corps professoral ou en tirant parti de leur savoir dans leur travail.

L'avancement des connaissances dans un domaine précis génère des idées nouvelles qui, comme une pierre lancée dans un étang, produit des effets sur son milieu immédiat avant de s'étendre plus loin, même jusqu'à l'échelle du globe.

Ce potentiel extraordinaire est en même temps un défi, puisqu'il nous appartient d'en tirer profit au maximum, et ce, dans un environnement qui évolue constamment.

D'une part, le Québec change. L'économie se transforme, les régions développent de nouvelles filières alors que d'autres sont mises de côté. Certaines régions ont une population qui croît très rapidement et ont ainsi de nouveaux besoins à combler, tandis que d'autres s'efforcent d'attirer les gens, surtout les jeunes, dont elles ont besoin pour se réaliser pleinement.

Et autour de nous, le monde change aussi. Les connaissances croissent partout à un rythme exponentiel, alors que de grands pays qui avancent rapidement sur le chemin du développement économique se lancent également sur celui de la recherche et de l'accès aux études supérieures.

Le Québec fait une contribution substantielle à l'avancement des connaissances de l'humanité, qui d'ailleurs dépasse largement son poids démographique.

C'est un succès dont nous pouvons être très fiers. Nous devons maintenir notre potentiel et notre rayonnement sur la scène internationale.

Nous souhaitons aussi du même souffle s'assurer que le Québec et toutes ses régions restent attirants pour les chercheurs et les étudiants étrangers qui pourraient vouloir s'y installer.

Toutes les régions du Québec profitent grandement des cerveaux qui choisissent d'apporter ici leur bagage pour nous en faire profiter. Ils nous ouvrent des fenêtres sur d'autres connaissances et sur d'autres cultures. Il faut continuer de les accueillir.

Ces priorités sont d'autant plus significatives étant donné les défis qui attendent la société québécoise : au premier chef, les changements démographiques.

Nous aurons besoin de nouvelles idées et d'innovations techniques pour conserver le dynamisme de notre société alors que davantage de travailleurs qui prendront leur retraite que de jeunes entreront sur le marché du travail.

Des défis s'ajoutent : la gestion de la dette publique, le risque d'accroissement de l'inégalité des richesses, la mondialisation grandissante, ou les changements climatiques et la nécessité de développer rapidement des énergies renouvelables.

Nous nous rapprochons d'une époque où l'innovation ne sera plus une simple option. Elle deviendra la norme.

Il est important de rappeler que le Québec est déjà bien positionné à l'échelle internationale. Par rapport à la taille de son économie, le Québec investit davantage en recherche universitaire que tous les pays de l'OCDE, à l'exception de la Suède et du Danemark.

Seulement dans le domaine de la santé, ce sont 560 millions de dollars qui sont investis dans la recherche universitaire au Québec.

Je suis conscient que la fin de la Stratégie québécoise de recherche et d'innovation (SQRI) et des fonds qui lui étaient alloués pour la période 2010-2013 crée une situation de flottement et d'incertitude dans le milieu de la recherche.

Nous tenons à rassurer les chercheurs. Notre gouvernement soutiendra avec vigueur la recherche. La rencontre d'aujourd'hui, le Sommet qui se tiendra à la fin février et le lancement d'une nouvelle politique de recherche et d'innovation plus tard ce printemps montrent clairement notre détermination.

La recherche est un véhicule qui permet de faire rayonner le Québec.

L'ouverture aux collaborations internationales permet de s'associer aux meilleurs chercheurs, d'acquérir de nouvelles expertises, de partager les ressources, mais aussi les risques de recherches novatrices.

La visibilité et la crédibilité mondiales du Québec, grâce aux collaborations internationales, permettent également d'attirer des investissements étrangers, des chercheurs et de futurs étudiants.

Les chercheurs québécois s'insèrent ainsi dans des réseaux internationaux d'envergure et sont en mesure de faire bénéficier le Québec de leurs découvertes.

Dans cette ère où la contribution de tous est requise pour faire face aux changements mondiaux, aspirer à faire partie des meilleurs m'apparaît un idéal motivant.

L'avenir dépend des décisions que nous prenons maintenant. Le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-14 exige des efforts, mais l'exercice portera fruit.

Le Québec est la deuxième province canadienne à produire un budget équilibré depuis la grave crise économique que nous avons connue. Juste à côté, l'Ontario ne prévoit pas revenir à l'équilibre budgétaire avant quatre ans.

Pendant ce temps, le Québec peut se permettre d'envisager plus sereinement l'avenir.

Le Sommet dans lequel nous nous sommes engagés est une occasion unique, non seulement de convenir ensemble de ce que nous voulons comme établissements d'enseignement supérieur, mais également de définir la meilleure approche pour y parvenir, notamment sur le plan du financement de la recherche.

Je le répète : le Sommet est un exercice qui se prolongera dans le temps.
Les jeux ne sont pas faits. Les dés ne sont pas lancés.

Les collèges et les universités du Québec représentent des atouts économiques, sociaux et culturels très forts. Je n'ai pas à vous en convaincre.

Mais des questions méritent d'être abordées, ne serait-ce que pour assurer la pérennité du système d'innovation québécois.

Comment maximiser la contribution économique, sociale et culturelle des établissements d'enseignement supérieur pour tout le Québec ?

Comment peut-on maximiser les retombées des activités de la recherche québécoise pour le bien-être de la collectivité?

Quelles stratégies devons-nous privilégier pour que nos universités et leurs travaux de recherche occupent une place de choix sur l'échiquier mondial ?

Les sujets ne manquent pas.

Sur ce, allons-y pour nos derniers échanges.

Merci.